

# L'Agence européenne de coopération des régulateurs de l'énergie chiffre à +99% l'évolution des prix de l'électricité pour les ménages de Bruxelles entre février 2021 et 2022.

Sur un an, de février 2021 à février 2022, c'est en Belgique, parmi les 27 États membres de l'UE, que les ménages ont connu la plus importante augmentation de leur facture d'électricité. C'est ce qui ressort d'un rapport publié vendredi par l'Agence européenne de coopération des régulateurs de l'énergie (ACER), consacré à une évaluation globale du fonctionnement du marché de gros de l'électricité dans l'UE.

Loin devant Amsterdam ou Paris

Comparant la manière dont les ménages et entreprises ont été touchés par l'augmentation des prix de l'énergie durant l'année écoulée, l'ACER chiffre à +99% l'évolution des prix de l'électricité pour les ménages de Bruxelles (en cents/kWh, comparaison de février 2022 par rapport à février 2021). C'est la plus forte augmentation des 27 capitales, loin devant Amsterdam (+64%), ou Paris (+13%), l'augmentation moyenne du prix d'achat au détail étant de 30% sur cette période (65% pour le gaz).

La guerre en Ukraine complexifie encore le débat

Le rapport est une réponse à une demande de la Commission européenne qui, en octobre dernier, avait chargé l'agence d'analyser les avantages et inconvénients de l'organisation actuelle du marché de gros de l'électricité, ainsi que de fournir des recommandations pour améliorer son fonctionnement. La demande avait été faite dans un contexte d'inquiétudes partagées sur la flambée des prix de l'énergie, essentiellement liée au prix du gaz dont la demande a crû avec la relance économique post-Covid. Depuis, la guerre en Ukraine est encore venue complexifier le débat, renforçant à travers l'Europe les appels à se détacher le plus rapidement possible des sources d'énergie fossile dont la Russie est un gros fournisseur pour le continent.

L'ACER rappelle cependant que son ambition va au-delà des difficultés actuelles: il s'agit de voir si la manière dont ce marché fonctionne permettra la transition verte qu'ambitionne l'UE. Globalement, l'agence chargée d'assister et de coordonner les autorités nationales de régulation (dont la Creg pour la Belgique) estime qu'il n'est pas nécessaire d'entièrement revoir sa copie: la crise actuelle n'est pas due à un dysfonctionnement du marché de gros de l'électricité, ce dernier a même dans une certaine mesure aidé à mitiger la crise, analyse l'agence. En revanche, des améliorations à long terme sont indiquées pour accompagner la volonté européenne de décarbonation de l'énergie.

*Belga*